

## **Mouammar le bienfaiteur ou le stratège ?**

**Un article de l'hebdomadaire Al Wasat, 16 décembre 2002**

(L'hebdomadaire Al Wasat, « Le Centre », appartient au groupe Al Hayat, dirigé par le frère du roi d'Arabie Saoudite. Depuis 2002, il est publié comme supplément de l'édition du lundi d'Al Hayat)

<http://www.alhayat.com/>

**La Libye chercherait-elle à combler les vides laissés par les Etats coloniaux en Afrique ? Elle renforce en tous les cas son influence sur ce continent au moment où les Etats-Unis font une percée notoire dans des pays riches en pétrole, tels que le Nigeria, l'Angola, le Gabon et le Tchad. L'hebdomadaire arabe Al-Wasat a creusé la question (1).**

Mouammar Kadhafi, le guide la Jamahiriyya libyenne, joue un rôle de plus en plus important dans une majorité de pays pauvres d'Afrique noire. Sa prodigalité paraît sans bornes : projets sociaux, construction d'écoles et de petits hôpitaux, fourniture de dispensaires ambulants, livraison de médicaments et de biens de consommation élémentaires en période de sécheresse... Toutes ces bonnes actions ne peuvent cependant alléger qu'une infime partie des besoins de l'Afrique. Mais le « guide » va parfois plus loin. Il lui est par exemple arrivé de céder du pétrole bon marché, dans des circonstances exceptionnelles, pour alléger les crises dont souffraient quelques pouvoirs amis. (...)

L'opportunisme n'est pas absent de sa démarche : son propre fils, Sayf Al-Islam, nommé ambassadeur des « droits de l'homme », a pu faire libérer des contingents de prisonniers d'opinion dans certains Etats africains. Ces « bonnes actions » furent interprétées comme une contribution du fiston à « l'entreprise d'amélioration de l'image de la Libye auprès des opinions publiques occidentales ». (2)

### **Perche tendue à la France**

Selon des sources émanant des grandes multinationales pétrolières, Tripoli aurait proposé à la France de suivre une stratégie commune sur le continent africain avant même que les dossiers concernant l'implication supposée de la Jamahiriyya dans l'explosion, le 19 septembre 1989, du vol UTA 772 au-dessus du désert du Ténéré ne soient définitivement clos. L'objectif, à l'époque, aurait été de contrer

la stratégie du président américain Bill Clinton qui, sous l'influence de ses conseillers, accordait une importance croissante au volet africain de sa politique étrangère (...) Au Tchad, où la France était en pleine crise diplomatique avec le pouvoir du président Idriss Déby, Mouammar Kadhafi disposait d'une occasion en or afin de persuader Paris de l'utilité de son entremise. Tripoli a en effet un très grand ascendant sur les proches du président tchadien.

Rappel des faits : En 1999, la multinationale française Elf avait annoncé son retrait du « projet pétrole » tchadien suite à un lobby - mené notamment par des ONG - qui critiquait la mauvaise gestion de l'or noir par N'Djamena. Furieux, Déby fit organiser une manifestation anti-française, en novembre 1999, dans les rues de sa capitale. La crise culmina en janvier 2000, lorsque l'ambassadeur français au Tchad, Alain du Bois Péan, fut déclaré persona non grata. Entre-temps, le vacuum créé par Elf dans l'exploitation du « naft » tchadien était largement récupéré par l'américaine Exxon. Des parts revenaient également à Chevron, Esso-Tchad et la malaisienne Petronas. Pour réparer les pots cassés, la France n'avait plus qu'à accepter les avances libyennes. Une synergie avec Tripoli serait-elle d'une quelconque utilité ?

Peu d'informations ont filtré à ce jour, mais l'on observe des changements dans l'attitude du Quai d'Orsay vis-à-vis de la Libye depuis ce dernier épisode des relations franco-tchadiennes. Paris ne s'est par exemple nullement opposé aux rapprochements entre la Jamahiriyya et la République centrafricaine. Ces deux pays ont signé un accord emphytéotique concernant l'exploration du pétrole, ainsi que de minerais tels que l'uranium. Mais le plus étonnant est l'appui apporté par les forces armées libyennes à Bangui dans la guerre qui sévit entre les forces gouvernementales du président Ange-Félix Patassé, et le chef des rebelles, Francis Bozize. Cette ingérence militaire libyenne se déroule sans que Paris, qui entretient pourtant une base militaire importante en Centrafrique, ne bronche.

Paris suivrait également de près l'évolution des intérêts libyens dans des régions qui ne font pas traditionnellement partie de son pré-carré africain. Tripoli est en effet allé jusqu'à acquitter une partie de la dette externe du Zwaziland, du Malawi et du Mozambique. Des militaires libyens ont également entraîné les cadres des forces armées du Zimbabwe, un pays ayant signé en septembre dernier, à Tripoli, un

accord ouvrant la voie à une participation libyenne dans l'exploitation de ses ressources minières (...).

## **Inquiétudes convergentes**

Les inquiétudes de la France et de la Libye convergent face à la multiplication des activités des Etats-Unis sur le continent noir. Washington éprouve en fait le besoin de diversifier ses sources d'approvisionnement en pétrole dans un contexte de raidissement de ses relations avec l'Arabie Saoudite depuis les attentats du 11 septembre 2001. Les Américains ont financé le secteur pétrolier à raison de 37 millions de dollars au Tchad et au Cameroun. Ce serait le plus grand investissement américain en Afrique, qui plus est lié à un engagement de réinvestir 72 % des bénéfices - sous les auspices de la Banque mondiale - dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des infrastructures... Si ces projets devaient être menés à bien, il s'agirait là de réalisations que la France n'est jamais parvenue à accomplir durant sa longue période de domination de la région. Il en va de même pour la Libye, dont les intérêts au Tchad ont plus souvent été déterminés par les différends frontaliers (bande d'Aozou) et les ingérences politiques que par la contribution au développement.

Kadhafi ne voit pas les rapprochements de l'Angola et du Nigeria avec les Etats-Unis d'un très bon œil. Luanda et Abuja fournissent aujourd'hui 10 % des besoins de l'Onclé Sam en brut. Mais il y a pire pour le berger de Syrte : comment doit-il interpréter le rapprochement entre l'administration américaine et le régime militaire soudanais, pourtant catalogué depuis des années (tout comme la Libye) parmi les « rogue states » (Etats voyous) soutenant le terrorisme ? En outre, le poids exercé par Washington dans les négociations de paix entre Khartoum et la rébellion du Sud-Soudan sont vécus comme un désaveu par la Libye et l'Egypte... le plan de paix pour le Soudan que Kadhafi avait proposé en bipartite avec le président égyptien Moubarak semble en effet avoir été complètement balayé de la table des négociations.

Dans le contexte actuel, où les Etats-Unis font irruption sur le continent africain et veulent débarrasser la planète de « ses voyous », le dictateur libyen a de bonnes raisons de se sentir nerveux. N'a-t-il pas longtemps été perçu comme un « voyou » de premier plan par ceux-là même qui s'immiscent aujourd'hui dans ce continent dont il rêvait de faire sa chasse gardée ? Récemment encore, l'ex-dirigeant à la fibre pan-arabe ironisait en déclarant qu'il « ne comptait plus sur les

Arabes, puisque l'Afrique et non le pétrole était devenu l'espoir de la Libye ». Le voilà mal pris de rencontrer les « yankees » sur son chemin, précisément pour des questions de maîtrise de l'or noir. Mouammar doit donc absolument s'unir avec une autre puissance historiquement influente en Afrique noire, au risque voir s'écrouler son dernier grand idéal mégalomane. La France sera-t-elle cet allié providentiel ?

**Adapté et traduit de l'arabe par Pierre Coopman.**

(1) Al-Wasat, édition du 16 décembre 2002, pages 8 et 9.

(2) En janvier 2003, la Libye a réussi à se faire élire à la présidence de la Commission des Droits de l'Homme des Nations unies grâce aux voix de ses alliés africains. Cette élection a provoqué un tollé, le passé de la Jamahiriyya en matière de respect des droits humains étant loin d'être limpide.